

Hommages, indignation et photos, la communication politique à l'ère du vide

Article rédigé par *Liberté politique*, le 21 mai 2024

Depuis l'arrivée de Jacques Chirac à la tête de la France, le pays n'en finit plus de faire dans la commémoration : esclavage, résistance, personnalités « historiques » plus ou moins recommandables... Se sont ajoutés les réseaux sociaux et leurs commentaires compulsifs qui ont donné une coloration risible à la communication politique.

« Je condamne et je me rends sur place », « solidarité avec », « soutien à »... Tantôt en direction de la police, à droite tantôt en direction des délinquants, à gauche, les réactions au moindre fait divers ou aux drames sont devenues un passage obligé. Celui qui ne se prononce pas est suspecté. Il faut communiquer à tout prix. La moindre réaction est scrutée à la loupe et les articles de presse en ligne se construisent dans bien des médias autour de ces réactions politiques, comme un tour de table de commentaires.

Une République très surcotée

Du côté de la majorité, ces effets de manche et formules toutes faites donnent lieu à des déclarations très théoriques. Ainsi, le ministre de la Justice a-t-il déclaré après une tentative d'incendie d'une synagogue le 17 mai : « s'attaquer à un juif, c'est s'attaquer à la République ». On notera qu'une tentative d'incendie a eu lieu deux jours plus tôt à Briançon mais que le garde des Sceaux ne s'en est pas ému ni n'a cru bon de parler de République en danger.

Ce type de formule peut être retrouvée chez le Premier ministre Gabriel Attal qui affirmait quelques jours plus tôt à propos de la mort de deux agents dans une attaque au fourgon : « c'est la République qui est attaquée ». En réalité, les criminels comme les victimes se fichent pas mal de la République. Dramatiser des faits en impliquant un régime politique masque difficilement l'incapacité gouvernementale à protéger les Français.

A cette manie républicaine s'ajoutent les condamnations. [Gérald Darmanin](#) en est un spécialiste avec son habituel « je condamne fermement » souvent suivi de : « je me rends sur place ». Heureusement, l'impuissance politique n'empêche pas de condamner ni de voyager.

L'Assemblée nationale, un guignolesque photomaton

Les travées de l'Assemblée où « bat le cœur de la République » sont aussi un haut lieu de communication. Les oppositions y font leurs petits coups de communication découpés en micro-séquences pour montrer qu'ils sont la vraie opposition. Nouvelle manie arrivée avec la XVIème législature, les photos de groupe de députés, souvent le soir, et diffusées sur les réseaux sociaux indiquant que les élus de tel ou tel groupe sont présents pour défendre leurs électeurs. Sur les clichés, des parlementaires tout sourire et fiers de montrer à la plèbe qu'ils ne sont pas payés plus de 5 000 euros nets par mois pour ne rien faire.

La commémoration comme religion laïque

La réaction systématique aux évènements, dictée par les réseaux sociaux et l'information en continu, constitue le quotidien de la communication politique. Mais celle-ci dispose également de ses grandes cérémonies, ses « messes d'obligation, fêtes de première classe ». Dans cette liturgie républicaine, l'entrée aux Panthéon de Simone Veil ou de Robert Badinter ont rang de canonisation. Les fossoyeurs deviennent des Saints. Le vide abyssal laissé par la déchristianisation voit émerger des formes de religiosité niaise au premier rang desquelles se trouve la minute de silence, image parfaite de l'impuissance politique : silence on égorge !

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique



21/05/2024 01:00